

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.665

13 octobre 1997

(97-4403)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>SUISSE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Piles
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Modification de l'Annexe 4.10: "Piles" de l'Ordonnance sur les substances dangereuses pour l'environnement
6.	Teneur: Abaissement des niveaux maximaux autorisés de mercure dans les piles; introduction d'une obligation de retour et de reprise des piles usées; introduction d'une redevance d'élimination obligatoire prépayée sur les piles; introduction d'un dépôt sur les piles au nickel-cadmium; interdiction de produits munis de piles polluantes si celles-ci y sont fixées d'une manière permanente.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Le texte susvisé concernant les piles est entré en vigueur en 1986. Il n'est plus adapté à la technologie et s'avère insuffisant pour résoudre les problèmes actuels en matière de gestion des déchets. La proposition notifiée vise à faire passer le taux de retour des piles usées de 60 pour cent aujourd'hui à au moins 80 pour cent (90 pour cent dans le cas des piles Ni-Cd) et couvre la question du financement du traitement des déchets.
8.	Documents pertinents: Loi fédérale sur la protection de l'environnement; amendement du 21 décembre 1995
9.	Date projetée pour l'adoption: } Date projetée pour l'entrée en vigueur: } Printemps 1998
10.	Date limite pour la présentation des observations: 8 décembre 1997
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme: